

Société

LES VACANCES DES FRANÇAIS : ACCÈS, POUVOIR D'ACHAT ET FINANCEMENT

Dominique Marcel, Simon Thirot

08/07/2022

À l'occasion d'une enquête d'opinion sur ce qu'évoquent les vacances pour les Français, mais aussi sur les inégalités qu'elles sous-tendent, Dominique Marcel, président de l'Alliance France Tourisme, et Simon Thirot, délégué général de l'UNAT, reviennent sur ses principaux enseignements et formulent des propositions concrètes.

[Les résultats complets de l'enquête](#)

Trois ans après [une première étude sur les inégalités des Français face aux vacances](#), l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAT), l'Alliance France Tourisme et la Fondation Jean-Jaurès analysent, grâce à une étude de l'Ifop, l'accès des Français aux départs en vacances dans un contexte marqué par l'inflation et un pouvoir d'achat en berne. Alors que les réservations observées pour la période estivale sont très encourageantes, des clivages persistent quant à l'accès même aux vacances pour toutes et tous.

Représentant les acteurs du tourisme et des vacances de l'économie sociale et solidaire et les entreprises leaders du secteur du tourisme, l'UNAT et l'Alliance France Tourisme cherchent à identifier les freins conduisant à renoncer aux vacances et à comprendre les modes de financement des vacances des Français. Des propositions et des objectifs sont formulés dans cette note.

Les vacances, des évocations toujours largement positives pour les Français

Année après année, les évocations positives liées aux vacances se confirment, qu'il s'agisse d'un « moment de déconnexion par rapport au quotidien » (40%), d'un « repos bien mérité » (30%), d'un

« temps consacré à la famille » (30%) ou de la « découverte d'un nouveau pays, d'une nouvelle région » (29%). À noter que la recherche de déconnexion est en augmentation depuis 2019 (de 35 % à 40%), alors que la découverte diminue (de 33 % à 29%), probablement sous l'effet de la crise sanitaire.

Par ailleurs, il convient de noter que ces évocations sont marquées par des clivages sociaux significatifs. En effet, les catégories aisées et les classes moyennes supérieures y voient plutôt un temps de déconnexion et de découverte ; les classes moyennes inférieures et les catégories modestes les considèrent certes comme un temps de déconnexion, mais également de repos, consacré à la famille, et non pas de découverte. Cela peut notamment s'expliquer par la pénibilité du quotidien, ainsi que par les capacités financières.

Quant aux souvenirs des vacances de jeunesse, ce sont ceux passés en famille qui remontent en premier (61%), mais également la découverte de nouveaux territoires (31%) ou d'activités qui sortent du quotidien (25%). Les vacances comme souvenir ennuyeux (6%) restent largement minoritaires.

Des intentions de départ pour l'été mises à mal par les clivages sociaux et territoriaux

À la question de savoir s'ils partiront en vacances cet été, 39% des Français répondent par la négative. Or, parmi la majorité (61%) qui envisagent de partir, 27% indiquent que cela peut encore changer. Le renoncement et l'interrogation à quelques semaines des grands départs de juillet et d'août prédominent donc, certainement accentués par les incertitudes de pouvoir d'achat pour ces derniers.

Les clivages sociaux et territoriaux entre les Français se confirment sur ce sujet avec 81% des cadres et professions intermédiaires supérieurs qui partiront contre 56% des ouvriers. Il en va de même entre ceux habitant l'agglomération parisienne (78%) et ceux issus de communes rurales (54%), et entre les catégories aisées (78%) et modestes (52%), voire pauvres (42%).

À noter que 64% des Français qui indiquent qu'ils ne partiront pas ne partaient jamais en vacances dans leur jeunesse, ce qui démontre une inégalité qui tend à perdurer tout au long de la vie.

La renonciation à partir en vacances d'été pour raisons financières concerne différentes catégories de Français

Au cours des cinq dernières années, un Français sur deux (52%) indique avoir renoncé à partir au moins une fois en vacances d'été pour des raisons financières.

L'étude met en avant qu'il existe plusieurs profils renonçant de façon régulière aux vacances. Ainsi, la fréquence du renoncement est quasi la norme pour les classes moyennes inférieures, les catégories modestes et pauvres (51%, 68% et 65%), mais également pour les habitants des communes urbaines de province (53%) et des communes rurales (57%). Parmi les professions qui renoncent le plus, les artisans et commerçants (63%) et les ouvriers (68%) sont particulièrement concernés. Les salariés du secteur public sont, parmi toutes les catégories, ceux qui renoncent le moins à partir (47%) régulièrement.

Les familles avec trois enfants et plus sont celles qui renoncent le plus souvent (64%); ainsi que les personnes qui ne portaient que parfois, rarement ou jamais dans leur jeunesse.

L'épargne, principale source de financement des vacances

Toutefois, la proportion de Français ayant renoncé à partir au moins une fois l'été sur les cinq dernières années est passée de 65% en 2019 à 52% en 2022. Cette diminution, en période de crise sanitaire et de vacances en France, est à rapprocher des modes de financement des vacances déclarés par les Français.

En effet, selon les données publiées par la Banque de France, les Français ont considérablement épargné pendant la période de crise sanitaire en 2020 et 2021 (selon la Banque de France, près de 200 milliards). Or, il s'agit du premier moyen de financement des vacances (68% en première citation et 88% au total), auquel s'ajoute l'utilisation du Chèque-Vacances (13% en première citation et 34% au total) qui est également un moyen d'épargne paritaire.

L'appel aux proches par l'intermédiaire d'invitations familiales ou amicales est également un moyen significatif de partir (49% des citations au total), ce qui correspond aux tendances observées par l'Insee sur le départ en vacances¹. À noter que les aides dédiées des comités d'entreprise/CSE, des caisses d'allocations familiales et les crédits à la consommation souscrits spécifiquement restent à la marge (de 7% à 12% des citations au total), mais peuvent constituer un appui ou un complément efficace au financement des départs.

Ces données mettent en avant l'enjeu du financement et de l'épargne que les Français consacrent à leurs vacances, dans un contexte de pouvoir d'achat de plus en plus contraint du fait notamment de l'inflation, par exemple sur les carburants, qui touche aussi bien le quotidien que les loisirs. Un quart des Français considérant que leur pouvoir d'achat est suffisant pour partir en vacances, mais que cela nécessitera de faire des sacrifices pendant et après, quand 34% considèrent d'ores et déjà leur pouvoir d'achat insuffisant.

La fréquence de départ en vacances dans la jeunesse fondatrice des vacances tout au long de la vie

L'une des données qui ressort nettement de l'étude à plusieurs niveaux est la reproduction du non-départ tout au long de la vie pour ceux qui n'ont pas eu la possibilité de partir étant jeune. À titre d'exemple, 65% des Français qui ne partiront pas cet été ne sont jamais partis en vacances dans leur jeunesse. Il en va de même en fonction des catégories sociales, dont les plus populaires sont celles qui partaient le moins dans le passé. La fracture sociale liée aux vacances se dessine donc dès le plus jeune âge et risque de creuser un fossé durable entre « partants » et « non-partants ».

Cette observation est particulièrement vraie pour les vacances d'hiver. En effet, 68% déclarent ne jamais partir à cette période. Cette situation ne s'améliore pas puisque 18% y partaient régulièrement enfant et 65% jamais. Or, ceux qui n'ont jamais eu l'opportunité de découvrir les activités de montagne en hiver n'ont que peu de chance de les découvrir plus tard, 92% de ceux qui ne partaient rarement ou jamais dans leur jeunesse n'y partent jamais à l'âge adulte.

Le départ en vacances pour lutter contre la sédentarité

Outre l'enjeu du départ en vacances dès le plus jeune âge, notamment pour découvrir des territoires et des activités, le temps des vacances permet de lutter contre la sédentarité des individus avec tous les effets néfastes, notamment du point de vue de la santé. En effet, parmi les Français qui ne partiront pas cet été, plus d'un tiers d'entre eux déclarent qu'ils pratiqueront des activités à la maison : voir des amis, regarder la télévision, s'occuper du jardin, faire du rangement, lire ou cuisiner. Les activités culturelles (16%) ou sportives (17%) restent minoritaires.

Pour répondre aux enjeux sociaux et économiques que représente le non-départ en vacances, l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air et l'Alliance France Tourisme formulent plusieurs propositions à mettre en œuvre rapidement et fixent un objectif collectif :

- institutionnaliser le premier départ en vacances : chaque enfant partirait au moins une fois en séjour collectif (colonies de vacances, mais aussi classes découvertes – classes de neige, de mer et vertes) au cours de chaque cycle scolaire en impliquant l'État, les collectivités territoriales, mais également les entreprises et les associations ;
- développer l'accès à la mobilité, notamment de proximité, par la généralisation des tickets de transport à coût très réduit sur les lignes locales (trains et bus), sur le modèle du ticket à neuf euros mis en place en Allemagne ;
- démocratiser l'accès aux Chèques-Vacances. L'agence nationale du Chèque-Vacances développerait un Chèque-Vacances ciblé pour les publics qui n'y ont aujourd'hui pas accès et qui sont exclus des autres aides (CAF, CSE...), dans la continuité des mesures portées par les régions lors de la crise pour favoriser des vacances « de proximité » ; serait également ouverte la possibilité de verser la « prime Macron » sous forme de Chèques-Vacances, notamment pour les salariés des TPE-PME.

1. « En 2020, des séjours touristiques principalement chez des proches ou en résidence secondaire », [Insee Première n° 1893](#), 15 février 2022.